



eldorado gold
Québec

CONSULTATIONS PRÉBUDGÉTAIRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

MÉMOIRE PRÉSENTÉ PAR ELDORADO GOLD QUÉBEC

JANVIER 2023

TABLE DES MATIÈRES

À PROPOS D'ELDORADO GOLD QUÉBEC	3
INTRODUCTION.....	4
ENJEUX DE LA MAIN-D'ŒUVRE	5
Maintien en emploi	5
Formation.....	5
Services de garde.....	5
INNOVATION.....	6
Électrification.....	6
Transition énergétique.....	7
Automatisation et numérisation	7
RELATIONS AVEC LES COMMUNAUTÉS.....	7
Relations avec les Premières nations	7
Relations avec les municipalités	8
ATTRACTIVITÉ DES RÉGIONS.....	8
Pénurie de logements	8
Transport aérien	9
ACQUISITION DE CONNAISSANCES.....	9
CONCLUSION	10

À PROPOS D'ELDORADO GOLD QUÉBEC

Eldorado Gold Québec est une société minière axée sur l'expansion et le développement de la mine aurifère souterraine Lamaque, près de Val-d'Or, laquelle est entrée en production commerciale en mars 2019. Il s'agit de la plus récente mine à être entrée en production au Québec.

En 2022, Lamaque a produit plus de 174 000 onces d'or, un accroissement de 14 % de la production de l'année précédente.

En 2021 (plus récentes données disponibles), Eldorado Gold a versé 40 millions de dollars au gouvernement du Québec en redevances et taxes diverses.

Eldorado Gold Québec, c'est aussi plus de 450 hommes et femmes, dont 97 % proviennent de l'Abitibi-Témiscamingue qui, chaque jour, adhèrent aux plus hauts standards pour mettre en valeur le potentiel aurifère de la région. À cela s'ajoutent quelque 220 travailleurs employés par des entrepreneurs miniers.

Ce sont plus de 210 millions de dollars en dépenses pour l'achat de biens et services qu'effectue annuellement Eldorado Gold Québec, dont plus de 84 % sur le territoire de l'Abitibi-Témiscamingue en 2022. Plus de 700 fournisseurs de l'Abitibi-Témiscamingue profitent des activités de la société.

INTRODUCTION

Selon la dernière étude sur les retombées économiques de l'industrie minière publiée par l'Association minière du Québec (AMQ) en 2022, le secteur permet la création et le maintien de plus de 48 000 emplois et un réseau de 4 850 fournisseurs, en plus de générer des dépenses totales de 12,5 milliards de dollars.

Ce sont annuellement près de deux milliards de dollars qui sont versés au gouvernement du Québec par les sociétés minières, dont 632 millions en redevances minières. Les compagnies minières contribuent aussi au PIB québécois à la hauteur de 10,5 milliards de dollars.

Le salaire annuel moyen de l'industrie est évalué à près de 110 000 dollars, portant la masse salariale totale à près de deux milliards de dollars.

Il va sans dire que le secteur minier québécois est un vecteur de création de richesse de première importance pour le Québec en entier, mais surtout pour ses régions. Étant active en Abitibi-Témiscamingue, la plus importante région minière du Québec, Eldorado Gold Québec est à même de constater tout l'apport de l'industrie à la prospérité socioéconomique. D'autres régions suscitent aussi l'intérêt des sociétés minières et il sera important que le gouvernement collabore aux efforts d'éducation et de sensibilisation sur le rôle de l'industrie pour affronter notamment les défis de la transition énergétique et répondre aux besoins en matière d'électrification des transports, pour ne nommer que ceux-ci.

Malgré son importance, l'industrie minière ne bénéficie que très rarement de soutien de la part du gouvernement du Québec, et ce, depuis de trop nombreuses années. Il est vrai que les conditions de marché ont été favorables au secteur minier dans la dernière décennie, mais cela ne doit pas servir à justifier un manque d'accompagnement gouvernemental. Si les revenus peuvent être élevés, les dépenses et les charges le sont tout autant, particulièrement au Québec.

Notre industrie se doit de demeurer compétitive pour attirer les investisseurs et les meilleurs travailleurs. Cela passera par des investissements visant notamment à maximiser notre productivité dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre, à diminuer nos émissions de gaz à effet de serre (GES), à effectuer une transition vers une plus grande électrification de nos activités, etc.

C'est maintenant que nous devons préparer l'avenir. Cela signifie de profiter de cette période où les entreprises sont en bonne santé financière pour se préparer à d'éventuelles fluctuations qui pourront survenir et ainsi assurer un maintien de notre compétitivité à l'échelle mondiale. Le Québec fait bien, mais il peut faire mieux, lui qui figure entre autres au 17^e rang mondial et au 4^e rang canadien pour la compétitivité de son régime fiscal.

C'est dans un esprit de collaboration et avec un désir de doter l'industrie minière du meilleur environnement d'affaires qu'Eldorado Gold Québec soumet ce mémoire dans le cadre des consultations prébudgétaires du gouvernement du Québec.

ENJEUX DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Comme plusieurs secteurs d'activités, l'industrie minière n'échappe pas aux enjeux de rareté de la main-d'œuvre. Eldorado Gold Québec ne fait pas non plus exception. Si les conditions de travail de l'industrie ont permis de retarder ce problème, force est de constater que la pression s'accroît pour recruter de bonnes ressources, notamment en raison de l'éloignement de nos activités avec les grands centres et des différents projets miniers qui se développent sur le territoire québécois. Il s'agit du plus grand défi auquel fait face Eldorado Gold Québec à l'heure actuelle.

La qualité des services offerts à nos travailleurs dans nos communautés est aussi grandement affectée par ce manque de personnel. Il est primordial de pouvoir compter sur un bassin de travailleurs élargi pour maintenir nos opérations et celles de nos fournisseurs notamment.

Maintien en emploi

Les travailleurs expérimentés constituent un bassin de main-d'œuvre de grande qualité et le gouvernement du Québec doit encourager leur maintien en emploi, en rendant celui-ci plus attrayant que la retraite. Des mesures fiscales (ex. : crédit d'impôt, fin de la cotisation au RRQ, etc.) doivent être proposées en ce sens. Ce sont tous les secteurs d'activités qui en sortiront gagnants.

Formation

Eldorado Gold Québec accorde une grande importance à la formation continue et y a investi en 2022 l'équivalent de 1,5 % de sa masse salariale. Ce sont 23 581 heures de formation qui ont été dispensées pour une moyenne de 7,7 formations par employé (48 heures en moyenne par employé).

Afin de reconnaître les efforts des entreprises qui maintiennent les compétences de leurs travailleurs ou qui s'occupent de former en entreprise leur main-d'œuvre, il est suggéré de bonifier les mesures actuellement offertes pour la formation.

Des incitatifs financiers de la part du gouvernement pour diriger les jeunes vers la formation professionnelle sont aussi nécessaires, car les étudiants se font rares dans les centres de formation.

Services de garde

Comme ailleurs au Québec, l'absence de place dans les services de garde est un frein au retour sur le marché du travail de plusieurs personnes aptes à l'emploi. Des actions doivent être prises pour augmenter le nombre de places disponibles et ainsi ramener en emploi de nombreux travailleurs.

INNOVATION

Une des solutions qui permet à la fois de demeurer compétitif et d'améliorer la productivité est d'investir dans l'innovation. Eldorado Gold Québec y est pleinement engagée, elle qui a déjà déployé diverses initiatives sur son site.

Le secteur minier est en pleine mutation et nécessitera des investissements majeurs pour attaquer les défis de l'automatisation, de la numérisation et de l'électrification, pour ne nommer que ceux-ci. Bien que les sociétés minières soient innovantes, elles hésitent souvent à être les premières à tester une technologie. De par l'ampleur des équipements, les coûts sont souvent astronomiques et les risques associés pèsent dans l'analyse. Le Québec présente aussi un climat qui refroidit parfois les ardeurs des décideurs, puisque les technologies n'ont souvent pas été testées dans nos conditions.

C'est pourquoi Eldorado Gold Québec propose d'encourager l'innovation en stimulant encore davantage l'adoption de nouvelles technologies. Cela pourra entre autres se faire par l'instauration d'une fiscalité incitative et en facilitant le financement des dépenses en R&D.

Électrification

En 2020, la mine Lamaque figurait parmi les cinq mines d'or les moins émettrices de carbone au monde, produisant seulement 0,69 tonne de CO₂-éq par once d'or. Bien que nous nous réjouissons de cet accomplissement, nous souhaitons multiplier les initiatives pour limiter nos émissions de GES et atteindre notre cible d'atténuation de 24 % d'ici 2030.

Cela passera entre autres par l'électrification de notre flotte d'équipements. Déjà, en 2023, Eldorado Gold Québec recevra les deux premiers camions de transport de minerai électriques de 50 tonnes au Canada. Passer d'équipements au diesel à des équipements électriques nécessitera une fois de plus des investissements monstres et le soutien du gouvernement sera primordial. Les efforts les plus importants et les plus simples technologiquement pour diminuer les GES de l'industrie ont été faits. La prochaine étape sera plus complexe et assurément plus coûteuse et le gouvernement a un rôle à jouer pour atteindre les cibles qu'il s'est fixées certes, mais aussi pour soutenir les entreprises qui ont choisi le Québec pour y mener leurs activités.

Par exemple, le gouvernement pourrait agir pour soutenir les entreprises qui souhaitent remplacer le diesel par des batteries dans les petits camions de service et les véhicules de transport de personnes. Cela permettra aussi de réduire d'environ 25 % la consommation d'électricité de notre ventilation souterraine, en raison de la meilleure qualité de l'air résultant d'une diminution des émissions de diesel.

Eldorado Gold Québec suggère aussi d'instaurer un incitatif financier aux entreprises qui installent ou mettent à niveau l'infrastructure électrique des mines afin de favoriser la transition vers des véhicules et des équipements électriques à batterie.

Transition énergétique

Eldorado Gold Québec est d'avis que le gouvernement a également une occasion de stimuler les dépenses en transition énergétique en les transformant en opportunités économiques, notamment en soutenant les entreprises pour qu'elles obtiennent plus rapidement un retour sur l'investissement. En d'autres termes, au-delà des contraintes technologiques, les coûts liés à cette transition peuvent constituer un frein à passer à l'action. Le gouvernement a un rôle à jouer pour accélérer la transition énergétique des secteurs industriels, notamment en proposant une fiscalité avantageuse. C'est tout le Québec qui en bénéficiera.

Pour ce faire, Eldorado Gold Québec propose entre autres d'étendre le système de plafonnement et d'échange de droits d'émission (SPEDE) au carburant diesel, puisque pour le moment, seules les réductions d'électricité et de gaz naturel peuvent générer des crédits carbone. Les crédits pour la réduction du diesel contribueront à encourager l'électrification des équipements mobiles. Une réduction de 30 % de l'utilisation du diesel permettrait d'éliminer plus de 1 000 tonnes de GES à la mine Lamaque.

Automatisation et numérisation

L'automatisation se présente comme une solution de choix pour améliorer la productivité des opérations minières et pallier aux enjeux de rareté de main-d'œuvre. Des engins miniers autonomes sont de plus en plus présents dans l'industrie, mais il y a place à l'amélioration. Une fois de plus, les coûts pour acquérir de tels engins sont importants et il y a là une occasion pour soutenir les entreprises dans l'augmentation de l'automatisation, avec comme principale justification de combler des besoins de main-d'œuvre.

C'est aussi le cas de la numérisation qui permet d'optimiser les processus industriels et les rendre plus efficaces.

RELATIONS AVEC LES COMMUNAUTÉS

Relations avec les Premières nations

Les membres des communautés autochtones sont des partenaires de l'industrie minière et Eldorado Gold Québec se fait un point d'honneur d'entretenir avec ces communautés des relations basées sur la confiance et le respect mutuel.

En ce sens, notre entreprise, la Nation Anishnabe de Lac-Simon et la communauté de Kitcisakik avons pris un engagement conjoint, soit celui de conclure une entente de collaboration mutuellement bénéfique qui favorisera le développement économique et commercial, l'employabilité et l'accès à l'emploi des membres, qui répondra aux préoccupations en matière de protection de l'environnement et qui viendra soutenir les communautés d'un point de vue économique, social et culturel.

Cette volonté de conclure des ententes structurantes avec les communautés autochtones est bien réelle, même si elles commandent des coûts importants. Afin d'encourager les sociétés minières qui signent de telles ententes, le gouvernement devrait minimalement

rendre admissibles aux déductions de l'impôt minier les dépenses relatives aux ententes avec les communautés autochtones.

Eldorado Gold Québec plaide également pour la mise en place d'incitatifs financiers aux entreprises qui soutiennent la formation et l'emploi de la main-d'œuvre autochtone. Le gouvernement pourrait aussi soutenir financièrement les étudiants autochtones qui choisissent des programmes spécifiques à l'industrie minière, principal employeur des membres des Premières Nations au Canada.

Relations avec les municipalités

Certaines municipalités et regroupements de municipalités aimeraient que le gouvernement resserre les exigences relatives aux territoires incompatibles avec l'activités minière (TIAM). Or, Eldorado Gold Québec est d'avis qu'une grande partie des inquiétudes réside dans la méconnaissance de l'industrie minière au Québec et de ses façons de faire modernes et respectueuses du milieu et des populations locales. C'est pourquoi il serait pertinent de mettre en place une mesure financière permettant au gouvernement ou à l'industrie d'éduquer et informer sur l'industrie, ses bénéfices et ses engagements pour un développement durable et responsable du secteur minier et plus particulièrement envers l'environnement et les gens.

Eldorado Gold Québec juge également pertinent que soit revue la formule de redistribution aux municipalités des sommes perçues par le gouvernement en redevances minières. En effet, afin de maximiser l'acceptabilité sociale des projets dans le milieu d'implantation, il serait normal que les municipalités qui accueillent des projets reçoivent davantage que les autres. Le Budget 2023-2024 est un bon moment pour remédier à la situation. En ce sens, un fonds dédié aux communautés minières pourrait être créé. Tout autre formule favorisant les communautés qui accueillent des projets miniers sur leur territoire serait aussi la bienvenue.

ATTRACTIVITÉ DES RÉGIONS

Avec un taux de chômage de 3,9 %, l'Abitibi-Témiscamingue est actuellement en période de plein emploi, rendant d'autant plus difficile le recrutement pour Eldorado Gold Québec. C'est pourquoi il est primordial de rendre attractive la région pour intéresser les travailleurs à s'y établir, que ces travailleurs soient d'origine québécoise ou issus de l'immigration.

Des incitatifs financiers pourraient être développés, comme c'est actuellement le cas pour certains postes dans le secteur de la santé et pour les nouveaux diplômés. La vitalité des régions ressources et des entreprises qui y sont actives est primordiale et les actions gouvernementales pour y promouvoir l'implantation de travailleurs et de familles se doivent d'être intensifiées.

Pénurie de logements

La pénurie de logements est également un enjeu de taille auquel le gouvernement doit s'attaquer, notamment grâce à des programmes facilitant l'accès à la propriété.

Les Villes font aussi face à des contraintes légales qui peuvent avoir un impact sur la valeur des propriétés. Le gouvernement pourrait proposer des allègements qui limiteraient les fluctuations du marché et les prix des résidences.

Des incitatifs fiscaux devraient aussi être proposés aux promoteurs immobiliers qui développent des projets résidentiels.

Transport aérien

La desserte aérienne de l'Abitibi-Témiscamingue est inacceptable et inadéquate. Elle nuit aux déplacements d'affaires et de loisirs, et ce, sans parler des coûts exorbitants des billets. Le gouvernement a fait un premier pas intéressant en proposant des billets à prix réduit, mais il doit aller plus loin.

Des mesures doivent être prises pour que soit proposé aux résidents de l'Abitibi-Témiscamingue un service aérien digne de ce nom.

ACQUISITION DE CONNAISSANCES

Afin de bien caractériser le territoire et de mettre à niveau les connaissances sur le milieu naturel, Eldorado Gold Québec propose que soit mis en place un programme d'identification des zones sensibles sur le plan écologique afin de créer une base de données scientifiques accessibles à tous les intervenants.

CONCLUSION

Les défis sont grands pour assurer le développement d'Eldorado Gold Québec. Bien que plusieurs projets soient sur la table, le contexte actuel impose des freins qui lui sont externes. C'est pourquoi il est urgent que le gouvernement mette en place des mesures sérieuses pour soutenir les entreprises à combler leurs besoins de main-d'œuvre. C'est un réel enjeu qui doit être pris au sérieux, d'autant plus que les actions qui seront posées aujourd'hui ne donneront des résultats concrets que dans les années à venir.

Le gouvernement s'est fixé des cibles ambitieuses de réduction des GES qui ne seront atteintes que si le secteur industriel emboîte le pas. Il est de la volonté d'Eldorado Gold Québec de déployer le maximum d'efforts pour réduire encore davantage ses émissions, mais cela commandera des injections importantes de capitaux afin de revoir les façons dont on opère les mines au Québec. On le sait, la R&D occasionne des coûts importants, tout comme la conversion des équipements ou l'acquisition d'équipements électriques. Là aussi le gouvernement doit apporter son soutien afin de faire face aux défis qui se présentent.

D'autres éléments présentés dans ce mémoire confirment l'importance d'un plus grand soutien gouvernemental aux entreprises, de surcroît celles qui opèrent dans les régions ressources. Malgré son apport au développement socioéconomique, le secteur minier reçoit très peu de soutien des gouvernements et il est temps d'inverser cette tendance, et ce, pas seulement au profit des minéraux critiques et stratégiques. Rappelons en ce sens que 34 % des redevances qu'a prélevées le gouvernement en 2020 provenaient des mines d'or et 90 % des filières traditionnelles que sont l'or et le fer. Ne pas les soutenir dans leur développement, c'est prendre le risque de fragiliser leur positionnement face aux sociétés minières actives dans d'autres juridictions en compromettant leur compétitivité.

C'est maintenant qu'il faut poser des gestes pour appuyer l'industrie minière du Québec et le Budget 2023-2024 est en ce sens une occasion en or pour le gouvernement.